

Basel AML Index 2020 : Les faiblesses de la surveillance et des mesures inefficaces laissent les portes ouvertes au blanchiment d'argent

La 9^e édition du Basel AML Index publié aujourd'hui décevra tous ceux qui prônent pour des progrès tangibles dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT) dans le monde.

Le score moyen du risque LBC/FT dans les 141 pays de l'édition publique du Basel AML Index reste à un seuil inacceptable de 5,22 sur 10, où 10 correspond au risque maximum. Seuls six pays ont amélioré leur score de plus d'un point. 35 pays ont fait marche arrière.

Les systèmes financiers de trop nombreux pays restent encore trop exposés au blanchiment d'argent, au financement du terrorisme et aux crimes organisés.

Faiblesse de la supervision - cela explique-t-il le système Wirecard ?

L'étude des données relatives au classement annuel de la lutte contre le blanchiment d'argent peuvent aider à expliquer la recrudescence des scandales de blanchiment d'argent, même dans les pays qui semblent présenter un risque relativement faible. La [débâcle Wirecard](#) en Allemagne n'est que le dernier d'une série de scandales financiers qui nous amène à nous poser la question suivante : Comment ce fait-il que personne n'ait pu détecter plus rapidement - et arrêter - ce qui se passait ?

Dans le rapport de cette année, vous pouvez lire comment les données du Groupe d'action financière (GAFI) révèlent de graves lacunes dans la qualité de la surveillance financière dans de nombreux pays. Sur les 100 pays évalués à ce jour selon la nouvelle méthode d'évaluation du GAFI, un tiers obtient la note de zéro pour l'efficacité de ses organes de surveillance et des mesures de prévention destinées à protéger les systèmes financiers contre les abus.

Les systèmes de lutte contre le blanchiment d'argent existants restent inefficaces

Dans sa déclaration finale en tant que président du GAFI en 2019-20, [Xiangmin Liu](#) a déclaré "Le défi auquel de nombreux pays sont confrontés aujourd'hui n'est pas l'absence de normes mondiales complètes, mais la mise en œuvre effective de ces normes." En écho, le [Parlement européen](#)

[déclaré](#) que ses membres "déploraient la mise en œuvre incorrecte et inégale" des règles de LBC/FT dans les États membres.

Il est triste de constater que les résultats de l'édition de cette année du Basel AML Index soulignent la validité de ces déclarations. La faiblesse de la mise en œuvre et de l'efficacité sont des problèmes que le Basel AML Index a relevés depuis que le GAFI a commencé à utiliser sa [méthodologie d'évaluation de quatrième cycle](#) pour évaluer non seulement la conformité technique des systèmes LBC/FT d'un pays, mais aussi leur efficacité dans leur application.

La tendance est claire : la plupart des pays qui sont soumis à un quatrième cycle d'évaluation du GAFI ont de mauvais résultats en matière d'efficacité. Cela a un impact majeur sur leur performance dans le Basel AML Index, qui double la pondération des résultats des pays en matière d'efficacité par rapport à leurs résultats en matière de conformité technique. De nombreux pays ont peut-être mis en place des systèmes qui semblent solides, mais dans la pratique, ne fonctionnent pas. Ou encore, certains pays ne font pas fonctionner lesdits systèmes.

La traite et l'exploitation des êtres humains, un risque émergent

Le Basel AML Index démontre également l'évolution de la nature des risques de blanchiment de capitaux. L'indice de cette année contient un nouvel indicateur de la traite des êtres humains, le rapport Trafficking in Persons (TIP) du Département d'État des États-Unis. Ce changement reflète les [exponentiels](#) générés par ce crime transnational et blanchis par le biais des systèmes financiers internationaux.

La traite et l'exploitation des êtres humains serait la troisième source de revenus des groupes du crime organisé après le trafic de drogue et d'armes, générant annuellement des [profits estimés à 150 milliards de dollars](#).

Plongées profondes régionales

Cette année, nous nous intéressons aux risques de blanchiment d'argent dans différentes régions. Nos infographies régionales démontrent comment les pays se classent les uns par rapport aux autres et, dans de trop nombreux cas, se font distancer par leurs voisins.

Les analyses régionales mettent également en lumière les points faibles de chaque région et son classement vis-à-vis des moyennes mondiales dans cinq catégories de risque pertinentes pour l'évaluation du risque de LBC/FT.

Les décideurs politiques devraient examiner ces introspections régionales et analyser les risques de leurs juridictions respectives afin d'élaborer des réformes cohérentes. Aucun pays ne se porte bien. Nous appelons tous les pays à intensifier leurs efforts.

En savoir plus

Pour un aperçu complet des résultats, des analyses et des tableaux comparatifs interactifs par pays, ainsi que la possibilité de faire une démonstration de l'édition Expert, voir

index.baselgovernance.org

À propos du Basel AML Index

Le Basel AML Index est un classement annuel indépendant qui évalue le risque de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme dans le monde entier.

Publié par le Basel Institute on Governance depuis 2012, il fournit des scores de risque basés sur des données provenant de 16 sources publiques telles que le Groupe d'action financière (GAFI), Transparency International, la Banque mondiale et le Forum économique mondial. Les scores de risque couvrent cinq domaines :

1. Qualité du cadre LBC/TF
2. Corruption
3. Transparence et normes financières
4. Transparence et responsabilité publique
5. Risques juridiques et politiques

L'édition publique du Basel AML Index 2020 couvre 141 pays avec des données suffisantes pour calculer un score de risque LBC/FT fiable. Une liste complète des scores et des sous-indicateurs pour 203 pays est disponible dans l'édition Expert, un service réservé aux abonnés est utilisé par les entreprises et les institutions financières comme outil de notation du risque de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme dans les pays à des fins de conformité et d'évaluation du risque. Les abonnés à l'édition Expert Plus bénéficient d'une analyse quantitative et écrite approfondie des données du GAFI.

L'abonnement aux éditions Expert et Expert Plus est gratuit pour les organisations publiques, de contrôle, à but non lucratif et universitaires - il pourrait donc constituer une première étape utile pour les organismes de contrôle qui cherchent à améliorer l'efficacité de leurs activités.

À propos du Basel Institute on Governance

Le Basel Institute on Governance est une organisation indépendante à but non lucratif qui travaille dans le monde entier pour renforcer la gouvernance ainsi que lutter contre la corruption et les autres crimes financiers.

Basé à Bâle, en Suisse, depuis 2003, il est un institut associé de l'Université de Bâle et dispose de bureaux et d'experts sur le terrain dans toute l'Amérique latine et en Afrique. Plus de 80 membres du personnel travaillent avec des partenaires publics, privés et universitaires à travers le monde sur des questions transversales dans les domaines du recouvrement d'actifs, de la gouvernance publique, de la gestion des finances publiques, de l'action collective anticorruption ainsi que la conformité.

Le Basel AML Index est publié par le International Centre for Asset Recovery (ICAR) du Basel Institute on Governance. L'ICAR a pour mission de renforcer et de soutenir les capacités des pays en développement et en transition au recouvrement des biens publics volés. En plus du Basel AML Index, l'ICAR a développé :

- Une série de [cours d'apprentissage en ligne gratuits](#) sur l'analyse financière, la collecte de renseignements et la recherche de biens ;
- [Basel Open Intelligence](#), un outil de recherche open-source qui aide les agents de conformité et les enquêteurs à identifier les liens potentiels entre les individus, les entreprises et les activités criminelles.

Contactez nous

Enquêtes techniques ou spécifiques à un pays : Basel AML Index Project Manager, Kateryna Boguslavska, kateryna.boguslavska@baselgovernance.org

Demandes de renseignements et relation médias : Communications and Project Officer : Monica Guy, monica.guy@baselgovernance.org

Abonnements : via le [site web](#) ou par courriel index@baselgovernance.org